

Angela Merkel évite la crise

ALLEMAGNE La chancelière a trouvé un accord inespéré avec Horst Seehofer

► La crise politique sur la question des migrants qui voyait s'affronter les deux partis conservateurs de la coalition a trouvé son épilogue.

► Le tout-Berlin politique est soulagé de la fin d'une lutte de pouvoir entre Merkel et son ministre de l'Intérieur.

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

A lors qu'elle était menacée de tomber, Angela Merkel a réussi à trouver hier soir un accord inespéré avec son ministre de l'Intérieur. « Nous avons obtenu un bon compromis avec de difficiles négociations », a déclaré hier soir la chancelière. Alors qu'il avait proposé sa démission, le ministre a décidé de rester également en poste.

Le tout-Berlin politique était soulagé après avoir observé toute la journée de lundi une lutte de pouvoir qui se jouait entre les chefs des deux partis conservateurs allemands (CDU et CSU). « C'est une blague, ou bien ? », s'était interrogé Ralf Stegner, le vice-président du Parti social-démocrate (SPD), membre de la « grande coalition » de Merkel.

Cette lutte entre la chancelière et son ministre de l'Intérieur, patron des conservateurs bavarois (CSU), n'en finissait pas. Le différend n'était pas nouveau : il date de 2015 et de la « crise des

réfugiés ». Il atteint cette fois son paroxysme et devrait bientôt trouver un épilogue.

Le ministre de l'Intérieur, qui avait offert sa démission pour régler la crise, était même remonté sur le ring lundi en attaquant la chancelière avant de se rendre à l'entretien en tête-à-tête : « Je ne vais pas me faire limoger par une chancelière qui a eu son poste grâce à moi », a-t-il déclaré.

Dans le fond, les deux protagonistes étaient d'accord sur l'objectif de réduire le nombre de réfugiés qui arrivent en Alle-

magne (1,5 million depuis 2015). « Angela Merkel a déjà complètement changé de politique migratoire avec un durcissement du droit d'asile et un accord important avec la Turquie », explique Markus Linden, politologue à l'université de Trèves. Leur désaccord concerne seulement quelques milliers de réfugiés enregistrés dans un autre pays de l'Union européenne (UE) et qui ont déposé une demande d'asile en Allemagne. Le ministre veut les renvoyer – par principe – à la frontière.

Mais une politique unilatérale de l'Allemagne en matière d'asile risque d'encourager ses voisins à faire de même, rétorque Merkel. La chancelière craint un « effet domino » qui risquerait de mettre fin au principe de libre-circulation dans l'Union européenne. La solution doit donc être négociée au niveau européen.

L'accord trouvé hier permet à Merkel de souffler alors qu'elle

est déjà très fragilisée. Elle avait déjà eu beaucoup de difficulté à former son gouvernement de « grande coalition » en mars, après six mois de négociations. Ses partenaires sociaux-démocrates (SPD), qui avaient accepté d'entrer au gouvernement par « responsabilité », commençaient à s'impatienter. La dirigeante du SPD, Andrea Nahles, a dénoncé lundi un « délire d'ego » de la part des Bavarois.

Plusieurs scénarios de sortie de crise étaient imaginables. La chancelière aurait pu réclamer un vote de confiance à l'Assemblée fédérale (Bundestag). Le gouvernement aurait pu également implorer, déclenchant de nouvelles élections. Merkel aurait pu sinon demander aux écologistes de venir à sa rescousse en acceptant de la soutenir dans un gouvernement minoritaire sans les Bavarois. Les Verts, qui étaient sur le point de former une coalition après les élections de 2017, n'avaient pas exclu cette option hier.

Le maintien de Horst Seehofer va-t-il calmer la crise gouvernementale ? C'est toute la question alors que la stratégie de son parti est de durcir la politique de l'asile, pour amadouer notamment les électeurs du parti d'extrême droite (voir ci-dessous). Les sondages révèlent que deux tiers des Allemands ont jugé « irresponsable » la stratégie d'affrontement choisie par le ministre de l'Intérieur, accusé de prendre Angela Merkel et l'Europe en otage pour des questions électorales en Bavière. ■

CHRISTOPHE BOURDOISEAU

CSU La Bavière d'abord, pour un parti à droite de la droite

PORTRAIT

BERLIN

DE NOTRE CORRESPONDANT

Ils portent des culottes de peau mais sont à la pointe de la technologie. Si les Bavarois se veulent les chantres du progrès, ils sont toujours dans le respect des traditions. « Etre moderne et rester bavarois » : c'est le credo de Markus Söder, le ministre-président de la Bavière qui déteste la capitale : « Ce que je préfère à Berlin, c'est le voyage de retour sur

Munich », ironise le ministre-président de Bavière et candidat du parti conservateur bavarois (CSU) aux élections régionales du 14 octobre en Bavière.

Au pays de BMW, de Porsche et du club de football Bayern de Munich, les comptes publics sont excédentaires, la croissance supérieure à la moyenne fédérale et le taux de chômage quasiment nul. Mais les politiciens bavarois souffrent d'une image trop provinciale qui les empêche souvent de prétendre à

un poste de chancelier. « S'ils prenaient le pouvoir, ils ne seraient même pas capables de faire la paix avec l'Autriche [pays frontalier de la Bavière et très proche culturellement] », se moquait Guido Westerwelle, un ancien président du parti libéral (FDP), lorsqu'un président de Bavière avait présenté pour la première fois une candidature en 2002.

« C'est une région avec une très forte identité », rappelle Gero Neugebauer, politologue à l'Université libre de Berlin

(FU). « *La barrière culturelle est si importante qu'il est difficile de trouver des candidats à la chancellerie qui puissent rassembler* », confirme-t-il.

« Besoin l'un de l'autre »

Néanmoins, leur poids politique au niveau fédéral reste important. Le Parti chrétien-démocrate (CDU) emmené par Angela Merkel a besoin des Bavarois à l'assemblée fédérale (Bundestag). « *Avec des scores importants, les Bavarois permettent au camp conservateur d'arriver presque toujours en tête des élections fédérales. En échange, la CDU accepte de ne pas présenter ses candidats en Bavière. Les deux camps ont absolument besoin l'un de l'autre. Une scission serait dramatique. Personne n'a oublié le divorce raté de 1976 entre Franz Josef Strauss et Helmut Kohl qui n'a duré que trois semaines. Ils sont inséparables!* », rappelle Gero Neugebauer.

Mais la CSU s'est toujours définie sur l'échiquier politique comme un parti à droite de la droite, suivant la règle de son mentor, l'ancien ministre-président de Bavière Franz Josef Strauss, qui proclamait : « *Aucun parti démocratique et*

légitime ne doit avoir sa place à notre droite. » Or, l'émergence du parti d'extrême droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), qui a réalisé plus de 12 % des voix dans la région lors des élections fédérales de 2017, menace de remettre en cause la majorité absolue de la CSU dans la région. « *Nous avons laissé se créer un vide. Il faut le combler* », répète depuis des mois Horst Seehofer, le ministre de l'Intérieur de la chancellerie Angela Merkel. « *Son unique objectif est d'éviter une déroute de la CSU face à la montée de l'extrême droite lors des élections régionales* », analyse Gero Neugebauer.

Le point de non retour

C'est la raison pour laquelle le ministre de l'Intérieur est parti en croisade contre la politique migratoire de la chancellerie. Horst Seehofer a menacé plusieurs fois de quitter le gouvernement mais aussi de porter plainte contre elle devant le Conseil constitutionnel. En posant un ultimatum à la chancellerie sur la politique migratoire il y a deux semaines, il a fini par déclencher une crise politique insurmontable.

Le fossé s'est tellement creusé que le point de non retour a été atteint.

Si la CSU le pouvait, elle suivrait la politique migratoire du chancelier autrichien conservateur Sebastian Kurz qui vient de s'allier avec le parti d'extrême droite à Vienne (FPÖ) pour durcir le droit d'asile. Culturellement, les Bavarois se sentent plus proches des Autrichiens que des Allemands. « *N'oubliez pas qu'ils se sont alliés dans l'histoire pour se battre contre la Prusse* », rappelle le politologue Gero Neugebauer.

La CSU partage la ligne du ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, et surtout sur celle de Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, fondamentalement opposé au principe de solidarité dans la répartition des réfugiés. Pour le Parti social-démocrate (SPD), membre de la coalition, la CSU est en train de céder aux sirènes des mouvements identitaires en Europe. « *Le parti doit se décider entre faire une politique sérieuse ou se laisser aller dans le populisme* », prévient Lars Klingbeil, le secrétaire général du SPD. ■

Ch. B.